

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19289 - 74ÈME ANNÉE

Message de la candidate PCR sur la liste PCF conduite par Ian Brossat

Julie Pontalba : « nous nous battons pour avoir une Réunionnaise au Parlement Européen »



C'est la dernière ligne droite de la campagne des Européennes. Prenez le bulletin de Ian Brossat pour faire entrer une Réunionnaise au Parlement Européen. Julie est la 3e femme de la liste. C'est une marque de confiance considérable. En retour, Réunionnaises, Réunionnais, invitons nos proches, nos amis et connaissances à prendre le bulletin de Ian Brossat. Voici un message de Julie Pontalba :

«Après deux mois de mobilisation, nous voilà arrivés à la dernière semaine avant les élections européennes.

Si en février, dans mon tout premier mail, le champ des possibles était fermé, aujourd'hui les perspectives sont très positives. En effet, la tête de liste Ian Brossat, mène en France une campagne

très remarquable. Beaucoup de médias s'accordent à dire que c'est la campagne la plus dynamique et sincère.

Il était parti avec 2% d'intention de vote et est aujourd'hui entre 4 et 5%. A partir de 5% les listes sont assurées d'avoir 4 élus. Il faut aussi prendre en compte le fait que le PCF n'était pas présent aux dernières présidentielles ce qui fausse les sondages. L'espoir est permis que le PCF dépasse ce score.

En tous les cas, à La Réunion, nous n'avons pas ménagé nos efforts. Les camarades sur toute l'île se sont mobilisés.

Pour cette dernière semaine, il faut continuer à mobiliser autour de nous. Auprès de nos connaissances, amis, famille. Nous avons encore des flyers de notre programme pour l'Outre-Mer si vous

en avez besoin. C'est le jour de la fête des mères tout est fait pour renforcer l'abstention.

Mettons nos messages de soutien sur les réseaux sociaux, c'est important.

Il faudra bien expliquer qu'il s'agit d'une élection à un seul tour et à la proportionnelle. Il y a déjà 2 hommes réunionnais qui sont assurés d'être élus. Nous concernant il faut se battre. Nous ne prenons de voix à personne, nous n'empêchons personne d'être élu, nous nous battons pour avoir une Réunionnaise au Parlement Européen. La parité ne doit pas s'arrêter aux portes de l'Europe! Les hommes ont fait beaucoup fait pour faire évoluer la société, certes, mais ils ne remplaceront jamais une femme.

Bien expliquer que le nom sur la liste est celui de : Ian Brossat.

Notre panneau est le 19. Qu'il est important de se mobiliser. (...)

C'est la dernière ligne droite, il faut jouer notre partition dans le respect de tous les candidats, faire partager au maximum ce qui est positif, oublier ce qui ne l'ai pas.

Bonne semaine de campagne à ceux qui le sont!»

Julie Pontalba

Hier sur Public Sénat

Ian Brossat : convaincu d'avoir des députés communiste dimanche

Voici ce qu'a déclaré notamment la tête de liste de «Pour une Europe des gens contre l'Europe de l'argent» hier sur la chaîne Public Sénat :

«Il nous manque une semaine, la dernière semaine de campagne qui s'ouvre et je suis convaincu que

nous allons atteindre cette barre des 5 %. Je le dis à ceux qui sont de gauche et qui hésitent à voter pour nous. Si vous ajoutez une voix supplémentaire à une liste qui est à 8 ou 9 %, dans le meilleur des cas vous lui rajoutez un député.

Si vous nous permettez à nous le Parti communiste de franchir la

barre des 5 %, vous ne nous ajoutez pas un député, vous permettez à quatre députés de gauche d'entrer au Parlement européen, cela fera quatre députés en moins pour LREM ou pour Le Pen.

Donc si vous êtes de gauche vous avez intérêts à ce que le Parti communiste ait des députés.»

2000 personnes au gymnase Japy à Paris

«Nous pouvons être la surprise de l'élection»

Retour sur le meeting parisien de jeudi soir vu par l'Humanité et Libération. Extraits d'articles parus le 17 mai.

L'Humanité :

«Quelques heures après un premier sondage à 4% d'intentions de vote (soit à 1 points du seuil d'éligibilité), l'ambiance était plus que jamais combative jeudi soir au gymnase Japy à Paris où la liste du PCF tenait un meeting national en vue des européennes. « Ça peut libérer plein de votes, assure quelques minutes avant le lancement de la soirée un communiste de l'Essonne. Quand on est militant à 2% on se dit "on va se défoncer pour être remboursé", à 3% on se dit "ça va être dur", à 4 on se dit "c'est possible" ». La salle, elle, commence à être bien remplie. 2000 personnes assistent au meeting, annoncent plus tard les organisateurs. Parmi eux, une habitante d'Albi qui a spécialement fait le déplacement confirme qu'il « se passe quelque chose », comme aime à dire le PCF. « En général je vote blanc, mais là je voterai pour Ian Brossat. Ce qui m'a convaincu c'est ce rajeunissement avec un discours intéressant, clair et cohérent », raconte-t-elle. « On

en a marre de Macron, Le Pen et compagnie, ça suffit », confirme son amie parisienne qui a elle aussi choisi le « bulletin rouge », alors qu'aux précédentes élections elle a voté « une fois FI et une fois EELV ».

Pour les électeurs indécis de gauche, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel a un discours bien rodé : « s'ils hésitent à voter pour une liste qui a 8% et pourrait faire 9 et donc leur donner 1 point, ils leur donneront un député. En revanche la liste Ian Brossat qui est à 4, si elle prend 1 point et atteint les 5%, elle aura 4 députés. Nous on vous en offre 4 pour le prix d'un », lance-t-il. « Il n'y pas de vote utile à cette élection, au contraire les voix qui manquent aux listes sous les 5% alimentent ceux qui sont en haut car le mode de scrutin n'est pas à la proportionnelle intégrale. Il faut faire d'une pierre deux coups, créer les conditions d'avoir au moins quatre parlementaires communistes qui enlèveront du même coup 4 parlementaires aux macronistes et à l'extrême droite », ajoute le député européen sortant et directeur de l'Humanité, Patrick Le Hyaric.»

Libération :

«Jeudi soir : la foule prend place

lentement, à l'intérieur du gymnase Japy, pour le dernier grand rendez-vous de la campagne à Paris. Les organisateurs, gourmands en chiffres, annoncent 2 000 personnes. Des drapeaux rouges, des sourires. On échange avec quelques connaissances. Le foot se mêle à la politique et une comparaison tombe : Ian Brossat, le Benjamin Pavard (champion du monde de foot) de la compétition. Le gars que personne n'attendait à ce niveau et qui s'impose au fil des jours.

Sur scène, la tête de liste demande aux présents de se retrousser les manches dans la dernière ligne droite, de convaincre les électeurs, un à un, afin de poursuivre sa remontée. «Nous devons tout faire pour réaliser un beau résultat, quelque chose est en train de se passer et nous pouvons être la surprise de l'élection», argumente-t-il.

Pierre Laurent est également dans les parages. L'ancien chef du PCF dit : «Avec Ian, je savais que ça allait marcher parce qu'il porte un discours clair. Aujourd'hui, nos militants sont heureux de faire campagne à ses côtés et ça dépasse le PCF.»

Edito

Une question de volonté politique

Voici un article de Chine Nouvelle datant du 19 mai et qui montre l'effort que les Communistes Chinois accordent à l'éradication de la pauvreté.

« La Chine alloue plus de fonds à la réduction de la pauvreté

Le budget central de la Chine a alloué 35,12 milliards de yuans (environ 5,1 milliards de dollars) de fonds supplémentaires à la réduction de la pauvreté, selon le ministère des Finances.

Le montant alloué par le gouvernement central a ainsi augmenté à 126,1 milliards de yuans cette année, atteignant l'objectif d'allocation, a déclaré le ministère.

Ce chiffre représente une croissance de 18,85% par rapport à 2018 et une hausse annuelle de 20 milliards de yuan pour la quatrième année consécutive.

Le fonds de réduction de la pauvreté doit principalement servir à fournir des aides aux régions souffrant d'une pauvreté extrême et à soutenir le travail de lutte contre la pauvreté dans les bases révolutionnaires, a précisé le ministère.

La Chine s'est engagée à éradiquer la pauvreté absolue d'ici 2020. Alors que l'échéance approche, le pays se concentre sur les plus démunis, qui vivent principalement dans les régions montagneuses reculées, caractérisées par un environnement naturel défavorable et des infrastructures médiocres, ou qui ont des besoins spécifiques.

Le budget central du pays a également versé des fonds pour soutenir les secteurs tels que l'éducation, les soins de santé et la sécurité sociale, en accordant la priorité aux zones frappées par la pauvreté. »

La Réunion compte 43% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, 180 000 chômeurs et 25 000 demandeurs de logements. Une des solutions se trouvent dans le traitement des 3 problèmes en même temps. Mais où est le centre de décision? Sans volonté politique point de décision. Et le problème reste entier.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Contribution de Philippe Yée-Chong-Tchi-Kan aux célébrations du 60e anniversaire du Parti Communiste Réunionnais

PCR, la singularité d'un parti de 60 ans

« Les observateurs et commentateurs qui apprécient le paysage politique de La Réunion à l'aulne de celui de l'Hexagone peinent toujours à comprendre le Parti Communiste Réunionnais. Un parti qui a cultivé une singularité politique et stratégique à partir des caractéristiques propres de La Réunion de l'après-guerre à nos jours. »

Pour le Parti Communiste Réunionnais, il existe un peuple réunionnais, avec son pays, La Réunion, sa langue, son histoire, son métissage culturel et cultuel, dont il convient d'assurer la défense, le respect et l'épanouissement. Ce peuple a le droit et le devoir d'assurer son destin en dirigeant son pays, et en décidant de son avenir. Le PCR est donc un parti profondément identitaire qui défend sa singularité et celle de son peuple, les Réunionnais. Il revendique une pensée forgée dans l'histoire et le territoire de La Réunion, émancipée de toute tutelle.

Sur le plan fondamental, le PCR se bat pour la défense et la reconnaissance de l'identité réunionnaise, la liberté d'expression, le pluralisme journalistique, la démocratie électorale, le développement durable et solidaire de La Réunion...

Sur le plan de la gouvernance, le PCR réclame la responsabilisation des Réunionnais pour les affaires qui les concernent, dans le cadre de la République Française. En attendant cet avènement, le PCR a loyalement exploité toutes les ressources de la loi du 19 mars 1946 et celles des lois de Décentralisation, au profit des intérêts réunionnais. Toutefois, plus de 70 ans après 1946, et malgré des avancées sociales, sanitaires, éducatives, infrastructurelles, etc., arrachées par de dures luttes, le

statut départemental n'a pas permis la sortie du régime colonial et de son corollaire, la pauvreté : pouvoir central dominant, monopoles commerciaux, exclusivité pavillonnaire, le tout sous perfusion de fonds publics qu'une oligarchie privée transforme en bénéfices et dividendes.

Sur le plan idéologique, le PCR est un parti qui analyse son territoire et son époque avec des outils d'inspiration marxiste. Sa conscience d'un monde "fini" le conduit à concevoir ses relations aux autres et à la Nature selon les principes de la "communauté de destin", de la préservation de notre "bien commun" et, par conséquent, du respect d'autrui, de la solidarité et de la fraternité, tant au niveau intérieur que sur la scène internationale.

Sur le plan théorique, le PCR a élaboré un cadre de pensées qui s'inscrit face aux contradictions de la "Double Intégration de La Réunion" (institutionnelle, dans la République Française et dans l'Union Européenne, et géographique, dans l'Ouest de l'Océan Indien) et face aux conséquences des "4 Phénomènes Irréversibles" (l'évolution démographique, les effets du changement climatique, la mondialisation des échanges commerciaux et de la circulation des personnes, les innovations techniques et les découvertes scientifiques).

Mais comprendre le PCR nécessite de remonter quelques années avant sa fondation.

Les politologues et amateurs d'histoire politique connaissent bien le Comité Républicain d'Action Démocratique et Sociale (CRADS) dont Raymond Vergès fut l'un des principaux dirigeants et élus. Ce mouvement, au lendemain de la Guerre, a réuni des politiques de sensibilités idéologiques très

variées (de "gauche" comme de "droite"), des syndicalistes, des acteurs culturels et sociaux, des chefs d'entreprises et des fonctionnaires, sur un projet de société commun : sortir du régime colonial, non par l'indépendance mais par l'Égalité avec l'ancienne Métropole. Ce choix original devait permettre une reconstruction économique et sociale de l'île plus rapidement et plus solidement que si elle était indépendante ; la loi du 19 mars 1946 promettant l'application de toutes les lois françaises en outremer « avant le 1er janvier 1947 ». Mais la France reniera sa parole donnée.

Le Parti du Consensus Responsable

Un autre événement symptomatique de l'esprit communiste réunionnais a lieu en 1954, lors de l'épisode dit de "Quartier-Français". Cette année-là, la coopérative sucrière de Quartier-Français peine à rembourser l'emprunt accordé par la Banque de La Réunion. Les usiniers voisins, qui y voient là l'opportunité de se débarrasser d'un concurrent, encouragent les administrateurs de la banque à pousser les propriétaires débiteurs à la faillite et à l'expropriation. Le directeur de l'usine, totalement aux abois, se laisse convaincre, par un ami d'enfance devenu syndicaliste, de faire appel à un tout jeune homme politique fraîchement débarqué dans l'île après avoir servi dans les Forces Françaises Libres : Paul Vergès. Le futur fondateur du PCR dresse une analyse marxiste des contradictions en jeu et expose à son interlocuteur une issue possible : s'appuyer sur les intérêts des

planteurs pour contrecarrer ceux des usiniers-concurrents et de la banque. En acceptant d'octroyer aux premiers une rémunération plus importante qu'à l'accoutumée, l'usine de Quartier-Français s'est attiré les faveurs d'un grand nombre de planteurs. Elle vit ainsi son chiffre d'affaire s'accroître suffisamment pour honorer ses échéances bancaires.

Pour génial que soit ce coup, la singularité de l'événement ne réside pas seulement dans le déroulement de cette opération historique mais aussi et surtout dans l'identité des protagonistes : le "propriétaire" de l'usine avait affronté Raymond Vergès lors d'élections quelques années auparavant ; et il l'a fait de la manière la plus vile qui soit, insultant le père de Paul et déshonorant la mémoire de sa mère défunte. Il fut d'ailleurs pénalement condamné pour avoir publiquement déclaré que « Raymond Vergès avait tué son épouse, placé dans une malle et expédié en Chine » ! Que le directeur de l'usine (qui est le gendre dudit propriétaire) fut si désespéré qu'il accepta de s'entretenir avec Paul Vergès se conçoit. Mais comment expliquer que Paul Vergès, lui, se déplaça à la demeure de celui qui vociférait des vilénies à l'endroit de sa famille... pour l'aider à sauver son exploitation ?

La réponse se trouve dans les répercussions politiques de cette rencontre inattendue : capitalisant sur le succès obtenu par les planteurs autour de Quartier-Français, les communistes engagèrent une campagne de mobilisation des planteurs à travers toute l'île pour réclamer des autres usiniers le même traitement. Ce qui aboutit également au succès électoral de 1956 où Paul Vergès obtint la majorité absolue dans 23 des 24 communes. Ces succès ouvrirent également une période de répression administrative et politique inouïe, orchestrée par l'inénarrable Préfet Perrau-Pradier, et personnifiée par l'âpre affrontement de Paul Vergès et de Michel Debré.

À Quartier-Français, Paul Vergès nous a fait la leçon du dépassement de soi pour l'union des Réunionnais. Voilà la profonde singularité du Parti Communiste Réunionnais : sa capacité à dépasser les divergences pour se concentrer sur des intérêts communs au bénéfice du profit collectif populaire. Et le PCR l'a maintes fois démontré.

En effet, le PCR a été capable de travailler avec toutes les forces politiques de bonne volonté qui l'ont respecté. Il possède la plus grande culture du consensus du paysage politique réunionnais. Le PCR a partagé la majorité au Département avec Christophe Payet (socialiste), Éric Boyer (droite) et Nassimah Dindar (centriste) ; et à la Région avec Pierre Lagourgue (droite), Camille Sudre (sans étiquette), avec d'autres forces écologistes, centristes, de droites "sociales" ou "de terrain", de gauches réunionnaises et françaises, à travers le Rassemblement ou l'Alliance. Enfin, le PCR a négocié l'application de l'Égalité Sociale avec Mitterrand et Chirac. Il a conclu le protocole d'accord de financement de Matignon avec Sarkozy et De Villepin.

Concrètement encore, le PCR a fait adopter à l'unanimité des groupes politiques de la Région ainsi que des syndicats patronaux et ouvriers le PDA (Plan de Développement Actif) de La Réunion en 1992. C'était un moment historique, où toutes les forces politiques, économiques, sociales et culturelles se sont accordées sur une analyse et des solutions pour La Réunion. C'est ce programme qui a guidé l'action de l'Alliance à la Région jusqu'en 2010.

En 2001, le PCR a été à l'initiative de la loi portant création de l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (ONERC), votée à l'unanimité des députés et des sénateurs français, pour étudier les conséquences politiques du réchauffement climatique et de l'augmentation, en nombre et en intensité, des catastrophes naturelles. Auteur de cette

loi, le sénateur communiste réunionnais Paul Vergès a présidé l'ONERC et remis annuellement un rapport politique et scientifique à tous les Premiers Ministres qui se sont succédés durant 15 ans.

En 2006, à l'occasion des célébrations des 60 ans de la loi du 19 mars 1946, Paul Vergès et Jean-Louis Debré, fils de Michel, signent la fin d'un affrontement de plusieurs décennies dans une accolade historique. Ils ouvrent ainsi la voie à la réconciliation et à l'unité des Réunionnais. Ce geste restera incompris des exaltés de l'opposition gauche/droite importée du paysage et de l'histoire politique hexagonale.

En 2010, le PCR était en passe de réaliser l'objectif de sa fondation : l'Autonomie de La Réunion, dans le cadre de la République Française. Aux succès des chantiers politiques (chauffe-eaux solaires, fermes solaires et éoliennes, route des Tamarins, coopération internationale, biodiversité, et bientôt tram-train, A380 pour Air Austral, Maison de l'Unité Réunionnaise...), s'ajoutaient les succès électoraux (en 2008, les candidats du PCR défaisaient les 2 bastions historiques de la droite départementaliste à Saint-Paul et à Saint-André, récupéraient Saint-Louis, partageaient la victoire à Saint-Leu, tout en conservant Le Port, La Possession et Sainte-Suzanne). Après le PDA adopté à l'unanimité à La Réunion en 1992, la loi Climat votée à l'unanimité du parlement français en 2001, et l'accolade Vergès-Debré en 2006, le PCR avait installé un climat pacifié dans les relations France-La Réunion, propice à la reconnaissance de la responsabilité et à l'émancipation des Réunionnais.

Philippe Yée-Chong-Tchi-Kan
Heureux Réunionnais, Citoyen
Terrien

Oté

Soisatan té i sifi pa, alon mète anplis avèk nout parti kominis rényoné !

Dalone, dalon !

Nout parti l'avé soisantan samdi épi dimansh dèrnyé. Dizon sé lo sèl parti rényoné la akonpagn la lite nout pèp dopi 1959 (mèm in pé avan) ziska zordi. Dann tan-la la loi départman téi aplik prèské pa. La mizèr d'moun lété for mèm si bann gramoun konm Raymond Vergès, Lépèrvanche épi lé zot téi pans la loi zot la fé voté par l'asanblé konstituant téi sava débarass lo péi avèk la mizèr. Dann tan-la téi rokoné pa non pli l'idantité réyonèz-dizon nou téi viv dann réjime la koloni, é téi parl pa d'dévolpman bien sir. Ziska zordi i anparl pa dsa !

Dann tan - la nou la konète in kantité éskandal konm la frode dann zéléksyon, konm l'afèr bann zanfan La Creuse, konm ankor lavortman indistriyèl. Nou la konète léskominikasyon : kominis lo dyab ! Mi ansouvien ankor bann kozman konmsa... Mi pans Lo zour va ékri listoir nou la viv ébin so zour-la nou va konète kosa lété bann zané noir pou nout péi. Zour-la mi pans nou va rokonète lo rol nout parti dann nout listoir kontanporène épi lo rol nout bann kamarad la vanj pou amene nout péi épi nout pèp dann shomin nout libérasyon.

Bien antandi, si ni koné kosa ni vé konm libérasyon, nou la pankor trap ali ziska zordi. Mé nout bataye pou lidantité rényonèz la pa ansèrv de rien, nou la mèm mark désèrtin poin : la lite pou défann nout partrimoine kiltirèl lété pa éstéril ditou. Nout kiltir rényonèz lé touzour bien vivan ! Nout maloya, nout séga lé ankor la é pa paré pou disparète siouplé. Nout lang kréol lé touzour bien pratiké... Anplis ké sa, ni pé dir nout péi la modèrnizé é a fors jigil l'éta, nou la nyabou transform nout péi dsi lo poinnvizé la santé, la formasyon demoun, lo kourant, léstrésité, lozman. Mi arète la, pars mi vé pa é moin la poin la plas é pètète la kapasité pou fé in bilan konplé é pars an parmi sak lé bon néna kant mèm désèrtin poin fèb.

Mi pé kant mèm di mon rogré, i travaye amoin, konm i travaye d'ot moun : nout lékonomi la pa dévolpé, lilétrism lé ankor la, nou lé izolé dann nout réjyon loséan indien-ni parl l'indyanoséani mé nou lé bien loin-shomaj sé in kansèr pou nout pèp, avèk tout son konsékans, nout patrimoine natirèl lé dann danzé, nout lindistri la konésans i patine in pé. Anplis ké sa lé sirman la koz sak i marsh pa, nou lé pa mètr de nou, nou lé pa résponsab de nou.. é sa sé in n'afèr ni doi pa obliyé.

Soisantan téi sifi pa ! Si i fo plis alon mète plis avèk nout PCR ! Avèk li ni pé oir l'avnir avèk konfyans.

Justin